

## Algérie-France : 50 ans de transition générationnelle

Ni la diplomatie, ni les affaires ne peuvent régler le contentieux historique, condamnant les relations bilatérales à évoluer au gré des crises et des humeurs.

**Abed Charef**

Quand l'Algérie célébrera le 50ème anniversaire de son indépendance, le 5 juillet prochain, la France, ancienne puissance coloniale, aura un président non impliqué dans la guerre d'Algérie, mais l'Algérie sera toujours dirigée par un vétéran de la guerre d'indépendance. Ni Nicolas Sarkozy, ni François Hollande n'ont en effet été directement concernés par ce conflit, qui s'est terminé alors que l'actuel président français avait sept ans, contre huit pour le candidat socialiste. Par contre, le président Abdelaziz Bouteflika était un jeune commandant au sein de l'Armée de libération nationale (ALN, bras armé du Front de libération nationale), et il était déjà dans le premier noyau du pouvoir algérien.

Pour la partie française, le changement permet de trancher avec l'attitude des anciens présidents. Chirac avait servi comme officier en Algérie durant la guerre, il avait été proche des partisans de l'Algérie française jusqu'à la veille de l'indépendance. Comme toute une génération de Français, il était entré en politique en pleine guerre.

Quant à Mitterrand, il était ministre de l'Intérieur au déclenchement de la guerre, le 1er novembre 1954. Toute sa vie, il fut poursuivi par sa déclaration faite alors : « le seul dialogue (avec le FLN), c'est la guerre ». Plus tard, lorsque la torture pratiquée par l'armée coloniale s'est élargie, et que le gouvernement français a décidé de faire exécuter des condamnés à mort pour leur appartenance au FLN, Mitterrand était ministre de la Justice. D'où le contentieux qu'il traînait avec l'Algérie, et le poids de cette guerre sur les relations entre les deux pays et leurs dirigeants tout au long des années postindépendance.

Malgré ce changement de génération, la France n'arrive toujours pas à se libérer totalement de l'Algérie. Car si de nouvelles générations arrivent au pouvoir en France, elles subissent encore le poids, parfois oppressant, du passé. Sarkozy est devenu français notamment parce que son père s'était engagé dans la légion étrangère, et avait effectué une partie de sa carrière à Sidi Bel Abbès, dans l'ouest algérien, où ce corps a laissé un sinistre souvenir. Quand à Hollande, son père était un partisan de l'Algérie française, proche de l'OAS (Organisation de l'armée secrète), qui avait ensanglanté l'Algérie durant les derniers mois de la colonisation en refusant toute idée d'indépendance.

En face, côté algérien, la génération qui a fait la guerre n'a toujours pas abandonné les commandes du pays. Le président Bouteflika, 73 ans, en fait partie. Toute sa carrière est marquée par le poids très pesant du partenaire français. Soit lorsqu'il lui a fait la guerre avant 1962, soit lorsqu'il a géré les relations difficiles de son pays avec la France après l'indépendance, en tant que ministre des Affaires étrangères, ou encore pendant sa longue traversée du désert, lorsqu'il croyait, à tort ou à raison, que la France avait joué un rôle dans sa mise à l'écart.

### La loi qui glorifie la colonisation

À u début de son premier mandat de président de la République, entamé en 1999, Bouteflika a toutefois voulu construire une nouvelle relation avec la France. Il s'est rendu en visite à Paris, ce que son prédécesseur, Liamine Zeroual, avait refusé de faire. Il a aussi accueilli Jacques Chirac avant même son investiture pour un second mandat, en 2004. Le chef de l'État français s'est alors rendu à Bab El Oued, haut lieu de la contestation populaire, pour affirmer sa sympathie avec ce quartier qui avait vécu un terrible drame, avec des inondations qui avaient fait près de mille morts.

Mais les efforts des présidents Bouteflika et Chirac n'ont pas abouti. Ils ont été brutalement ramenés à la réalité par une histoire qui a fait irruption dans la vie politique des deux pays, confirmant que les relations entre la France et l'Algérie échappent au contrôle des dirigeants, et ne peuvent être réduites à des rapports entre diplomates, marchands ou industriels. Elles obéissent à des règles non écrites, opaques, que n'importe quel *lobby* peut saborder.

En voulant séduire un électorat proche de l'extrême droite et des *harkis*, ces supplétifs de l'armée coloniale, le gouvernement français a fait adopter, en 2005, une loi qui reconnaissait « l'œuvre positive de la colonisation ». Le texte fut considéré comme un affront par les Algériens, toutes tendances politiques confondues. Chirac a eu beau faire annuler cette disposition par le Conseil constitutionnel, mais le mal était fait, et les relations se sont crispées. Malgré les discours et les bonnes intentions, il n'y a jamais eu d'amélioration.

La participation de Bouteflika au sommet portant création de l'Union pour la Méditerranée (UpM), en 2008, précédée d'une visite de Sarkozy en Algérie, fin 2007, ont permis de renouer le contact, sans plus. D'autant plus que Sarkozy nommait, à la tête de la diplomatie française un homme que les Algériens détestent particulièrement, Bernard Kouchner. Celui-ci déclarait d'ailleurs que les relations algéro-françaises allaient s'améliorer lorsque la génération qui a fait la guerre d'indépendance aura disparu, ce qui a poussé la partie algérienne à indiquer que le ministre français ne serait plus le bienvenu.

De surenchère en surenchère, les dirigeants algériens en sont arrivés à demander une « repentance » de la France comme préalable à toute normalisation. Sarkozy a rejeté cette idée, critiquant vertement ceux qui poussent la France à « se flageller ». Depuis, chacun campe sur ses positions, avec une note d'amertume particulière côté algérien : la loi glorifiant la colonisation a été préparée par un ministre d'origine algérienne, Hamlaoui Mekachra.

### Ambigüités

**C**e côté passionnel n'est cependant pas dénué de toute ambigüité. Le président Bouteflika se rend ainsi régulièrement en France pour des soins, au sein de l'établissement français le plus officiel, l'hôpital des armées du Val de Grâce. Son ancien ministre de l'Intérieur et compagnon d'un demi-siècle, Yazid Zerhouni, est également soigné en France, ainsi que tous les dignitaires du régime. À un point tel que Abdelhamid Mehri, ancien secrétaire général du FLN, décédé le 30 janvier, a suscité une profonde sympathie du simple fait qu'il soit mort dans un hôpital algérien, et non à Paris.

À ces relations difficiles, voire chaotiques, sur le plan de la mémoire, se greffent d'autres contentieux qui empoisonnent les relations bilatérales, particulièrement depuis que l'histoire s'est accélérée dans le monde arabe. Depuis le début du *Printemps arabe*, Paris a perdu ses anciens alliés et, pour faire bonne figure, a soutenu les mouvements de contestation avec un certain zèle, alors que l'Algérie est restée dans une expectative prudente, quand elle n'a pas affiché une position hostile aux changements en cours. En Libye, en Tunisie et Égypte, l'Algérie s'accommodait parfaitement des anciens pouvoirs, qui assuraient ce qu'elle considère comme une priorité absolue, la stabilité et la sécurité. A contrario, l'activisme français au niveau officiel est moqué à Alger où on rappelle que Sarkozy avait fait des anciens présidents Moubarak et Ben Ali les parrains de son projet de l'UpM. Moubarak avait été choisi comme co-président et Tunis devait abriter le siège de l'organisation.

### La préférence française

**A**utre vieux sujet de discorde, la préférence française au Maghreb pour la Tunisie et, surtout, le Maroc. Dans le conflit du Sahara occidental, revendiqué par le Front Polisario, soutenu par l'Algérie,



Nicolas Sarkozy embrasse Abdelaziz Bouteflika lors de son arrivé au sommet du G-20. Deauville, mai 2011./DAMIEN MEYER/AFP/GETTY IMAGES

la France, de gauche comme de droite, a toujours été favorable aux thèses marocaines. Cette attitude politique traditionnelle a été renforcée par une proximité plus franche avec le Maroc, notamment sur le plan humain, alors que la relation avec l'Algérie tendait vers le bas.

Les hommes politiques et les *people* français se rendent en vacances au Maroc, y possèdent ryadhs et maisons secondaires. Ils ont leurs entrées au Palais Royal, et les enfants du *Makhzen* marocain fréquentent les mêmes écoles que les élites françaises. Cela crée des liens, établit une complicité et donne une forte densité humaine aux rapports bilatéraux, ce qui finit par donner des résultats aux plans politique et économique.

À l'inverse, en l'Algérie, où domine un nationalisme à fleur de peau, un populisme très répandu et un discours égalitaire de rigueur, malgré une pratique sociale de plus en plus décalée, toute relation avec l'ancienne puissance coloniale est considérée comme suspecte. Les relations sont réduites à leur strict minimum. De plus, en Algérie, on ne sait plus ce qu'est le tourisme, on ne sait pas recevoir un investisseur, ni même un simple visiteur. Les rares tentatives d'attirer des touristes français ont tourné au fiasco. L'insécurité des années quatre-vingt-dix, avec des groupes terroristes qui s'en prenaient systématiquement aux étrangers, allant jusqu'à dé-

tourner un avion d'Air France, attaquer une école française et kidnapper des agents consulaires, a achevé le tableau : les Français ne connaissent plus l'Algérie.

### Atouts mal utilisés

La présence de trois millions d'Algériens en France pouvait servir de passerelle. Elle s'est transformée en un handicap supplémentaire, tant les contentieux se sont accumulés. Ni totalement Algériens, ni Français à part entière, ces bi-nationaux considérés comme suspects des deux côtés, n'arrivent même pas à constituer un électorat homogène pour peser sur la vie politique en France. N'ont-ils pas sifflé l'hymne national français au stade de France, lors d'un match amical entre les équipes nationales des deux pays, un match qui n'a pu aller à son terme ?

Jusqu'aux années quatre-vingt, ces Français d'origine algérienne étaient encadrés par l'Amicale des Algériens en Europe, une association créée par le FLN, et venaient plutôt à gauche en France. Mais depuis, les choses ont nettement évolué. La gauche française n'a pas tenu ses promesses envers cette population, selon les dirigeants algériens, qui notent que Sarkozy a été le premier chef d'État français à donner de la visibilité aux Maghrébins, en faisant de Rachida Dati une vraie ministre, ce que la gauche n'avait jamais osé.

En ce même temps, pourtant, ces jeunes issus de l'émigration ont commencé à constituer un atout pour les entreprises françaises qui veulent s'installer dans le monde arabe, y compris en Algérie. Ces bi-nationaux, qui maîtrisent la langue et la culture du pays de destination, créent un climat de confiance que les entreprises françaises ne connaissent plus dans des sociétés qui leur paraissent hostiles.

Vis-à-vis de l'Algérie, ils constituent aussi un excellent relais pour la langue française, qui perd du terrain face à « l'arabe satellitaire ». Et sur ce terrain, les Français font preuve d'un étrange aveuglement. Ils se plaignent souvent des dirigeants algériens qu'ils considèrent « inamicaux » ou hostiles à la langue française, mais ne font rien dans ce domaine. Un ancien premier ministre algérien avait choqué les Français en rappelant simplement une évidence : l'Algérie a plus enseigné le français en 20 ans d'indépendance que la France en 130 années de colonisation. La scolarisation s'est faite en français jusqu'aux années quatre-vingt, où la tendance s'est renversée au profit de l'arabe, mais le français reste omniprésent dans l'administration et dans les centres de décision.

Le recul de la langue française est aussi dû à d'autres phénomènes modernes, que les Français ne perçoivent pas. Comme la télévision. Après un formidable engouement pour les chaînes satellitaires françaises dans les années quatre-vingt, les Algériens se sont peu à peu orientés vers les chaînes arabes, à la fois « pudiques » et gratuites. Un père de famille raconte ainsi que son fils aîné a appris le français essentiellement en suivant des dessins animés

sur les chaînes françaises. Le plus jeune, né alors que ces chaînes sont devenues payantes, s'est orienté vers celles du Golfe : il connaît les Digimon en version arabe.

### Le commerce se porte bien

Ultime paradoxe de ces difficiles relations algéro-françaises, le commerce se porte bien. Et même très bien, même s'il est porté par l'achat massif de céréales par l'Algérie et d'hydrocarbures par la France. Malgré les difficultés qu'éprouvent les entreprises françaises à l'export, la France a consolidé sa place de premier fournisseur de l'Algérie en 2011, avec des exportations s'élevant à 7,5 milliards de dollars, en augmentation de 9,8 % par rapport à l'année précédente. L'Algérie, qui reste le troisième débouché hors OCDE pour la France, après la Chine et la Russie, a vendu à la France pour 5,72 milliards de dollars. Ce chiffre devrait encore augmenter, les importations françaises d'hydrocarbures étant appelées à connaître un *boom* après la décision de la France de ne plus importer de pétrole iranien.

À Alger, on souligne volontiers « l'importance du volume des échanges commerciaux entre les deux pays » qui ont dépassé, en 2011, le cap des 13 milliards de dollars. Mais on déplore le peu d'empressement, côté français, d'investir dans certains créneaux sur lesquels insiste l'Algérie, comme l'automobile. Les dirigeants algériens veulent à tout prix se lancer dans cette filière pour satisfaire un marché qui, à l'horizon 2015, devrait atteindre un demi-million de véhicules par an, ce qui représentera alors une facture de huit milliards de dollars. Pourtant, c'est au Maroc que Renault s'est installé, en raison de l'archaïsme du système d'investissement en Algérie, où les règles changent au gré du vent.

« Il y a deux incompétences parallèles », estime un économiste algérien. D'un côté, « la gestion des investissements étrangers en Algérie relève d'une étonnante incompétence, comme si on faisait tout pour dissuader les investisseurs étrangers ». De l'autre côté, ajoute-t-il, « les entreprises françaises n'arrivent même pas à exploiter les avantages dont elles disposent, comme la langue, la proximité du marché algérien et la présence d'une forte communauté algérienne en France ».

Le résultat est assez curieux. Pour la partie française, on relève que les affaires marchent bien, mais on n'est pas satisfait de voir les relations se limiter à l'échange de marchandises. Côté algérien, la demande est très forte, mais on ne sait pas concrétiser les multiples opportunités qui s'offrent aux deux pays. Au final, cela donne une interminable succession de regrets, face à une situation que personne ne semble en mesure de dénouer. Ce qui confirme qu'entre les deux pays, ni la diplomatie, ni les affaires ne peuvent régler le contentieux historique. Celui-ci a besoin d'un traitement particulier. L'Algérie n'a pas pu l'imposer. La France n'a pas su s'y résoudre, condamnant les relations bilatérales à évoluer au gré des crises et des humeurs. ■